

gnale que si l'on adoptait, sur un tel sujet, une résolution agréée à la fois par l'Union soviétique et les États-Unis, cela constituerait en soi une excellente garantie.

**M. H. A. Olson (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire au premier ministre ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu que le quartier général de l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve a été envahi, quelles dispositions a-t-on prises pour en établir un autre qui puisse recevoir ou donner des directives et pour assurer la sécurité du personnel de cet organisme qui, je crois, compte 20 Canadiens?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, nous ne possédons à l'heure actuelle aucun renseignement de nature à faire croire que la sécurité du personnel canadien de l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve est menacée par la situation au Moyen-Orient. L'UNTSO occupe maintenant de nouveaux locaux, mais je ne puis dire à mon honorable ami exactement où, car je ne le sais pas moi-même.

Je dois ajouter que le général Rikhye, commandant en chef de la Force d'urgence des Nations Unies, a été isolé du corps principal de ses troupes et je crois qu'il est accompagné d'une vingtaine de membres de la force d'urgence ainsi que de deux représentants de l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

**M. Olson:** Une question supplémentaire. Le ministre nous dira-t-il si les communications ont été rétablies entre l'organisme et le siège de l'ONU à New York.

**L'hon. M. Martin:** Elles ne l'étaient pas encore à midi.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question, soit au premier ministre, soit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Pourrions-nous, dans la mesure du possible et pour autant que la chose soit permise, être informés des positions approximatives des armées arabes et égyptiennes? Le territoire de l'Égypte a-t-il été envahi et, si oui, dans quelle mesure; l'armée égyptienne a-t-elle envahi Israël et, si oui, dans quelle mesure?

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, nos représentants canadiens sur les lieux n'ont pu obtenir des gouvernements en question aucun renseignement quant à la situation actuelle de leurs forces armées respectives.

**M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire au premier ministre. Une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies ordonnant le cessez-le-feu aux belligérants serait-elle automatiquement suivie d'une intervention des troupes des Nations Unies?

**Le très hon. M. Pearson:** Pas nécessairement, monsieur l'Orateur. Les résolutions étudiées lors de ces pourparlers officieux ne sont pas des résolutions impliquant l'emploi de la force armée.

[Plus tard]

**M. Nesbitt:** Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question supplémentaire au très honorable premier ministre. Voudrait-il expliquer à la Chambre comment on pourrait obtenir un cessez-le-feu, si personne ne sait au juste quelles sont les positions approximatives des troupes?

**M. l'Orateur:** Le député d'Edmonton-Ouest a la parole.

**L'hon. M. Lambert:** Monsieur l'Orateur, c'est aussi la question que je voulais poser, et c'était bien évident.

**M. George Muir (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Selon un officier du protocole de l'Aviation, beaucoup d'équipement important a été laissé dans l'enclave de Gaza par les Canadiens et serait perdu. Le ministre voudrait-il dire à la Chambre quelle est la valeur de l'équipement en question?

**L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale):** Ce n'est pas ce qu'on me dit, monsieur l'Orateur. Le seul genre d'équipement canadien qu'on ait laissé, que je sache, se compose de deux générateurs et de deux tracteurs. Ils étaient assez vieux et avaient tellement servi que le commandant a décidé qu'ils ne valaient pas la peine d'être récupérés. Par conséquent, au meilleur de mes connaissances, tous les biens nationaux ont été récupérés. Tout autre équipement laissé en Égypte appartient aux Nations Unies.

**M. Muir (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être envoyer cette déclaration au ministre pour qu'il la vérifie.

**L'hon. M. Hellyer:** Je le ferai avec plaisir.

[Plus tard]

**L'hon. M. Lambert:** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme le premier ministre ne peut pas ou ne veut pas indiquer à la Chambre la position relative des forces dans la zone de belligérance du Moyen-Orient, le ministère des